

<http://ugtg.org/spip.php?article171>



UTAS - UGTG & CGTG : Ka goumé pou yo pa fèmé AEMO Bastè

- Actualité -



Date de mise en ligne jeudi 27 dÃ©cembre 2007

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Depuis plus de 30 ans, le S.A.E.M.O. exerce son activité sur la zone géographique, dans le ressort du Juge pour Enfants de Basse-Terre.

IBENE, TAILLEFER, MONTANTIN, dirigeants de l'A.P.I.S.E.G. (Association pour l'Insertion Socio-éducative en Guadeloupe) ont décidé de fermer ce service, sans égard pour le personnel et, à fortiori pour les usagers bénéficiaires de l'Action Educative en Milieu Ouvert.

Ce sont donc les salariés qui vont payer pour les INCURIES des dirigeants et leur gestion calamiteuse des fonds qui leurs sont octroyés, et qui ont conduit à une quasi-faillite de cette ASSOCIATION, puisqu'elle comptabilise à ce jour une dette de plus d'un million d'euros.

Après une année de mise en redressement de l'association, le seul plan proposé par les dirigeants de l'A.P.I.S.E.G. afin de tenter de résorber cette ENORME dette, est la fermeture du service de Basse-Terre, ce qui ne résout en rien le problème financier, cette fermeture permet, cependant, de satisfaire la soif de pouvoir et de représailles de la Directrice du S.A.E.M.O. de Pointe-à-Pitre, Simone TAILLEFER, qui n'a pas réussi à mettre les salariés de Basse-Terre au pas, désormais promue, éminence grise d'un Conseil d'Administration fantôme, à défaut d'être nommée Directrice Générale. **Sé li ki ka tiré fisèl a bwa-bwa : MONTANTIN é IBENE.**

Durant les 18 derniers mois écoulés, les dirigeants de l'A.P.I.S.E.G., avec TAILLEFER à la baguette, aidée de quelques « sipòtè », ont manié la désinformation et le délit d'entrave. Aujourd'hui, afin de mieux faire accepter leur plan de redéploiement/représailles à l'ensemble du personnel A.P.I.S.E.G. (SESTEG/SIOE, UHG., FFAE) en présentant la fermeture de Basse-Terre comme le seul recours.

Ils proposent aux salariés d'aller travailler à Pointe-à-Pitre, dans des conditions inacceptables et humainement insupportables, sans le moindre souci pour le travail de proximité avec les usagers, qui sera quasi-impossible dans ces conditions.

En réalité, IBENE, TAILLEFER et MONTANTIN font un odieux chantage et modifient de façon unilatérale le Contrat de Travail en disant aux salariés que sé kónsa oben déwò. C'est à partir d'une présentation fallacieuse des réalités du terrain et des structures gérées par l'association que IBENE, TAILLEFER, et MONTANTIN ont conçu le scénario de la fermeture de Basse-Terre, avec sans doute l'aval du Département, qui aujourd'hui tout en réclamant une obligation de résultat, s'accommode un peu facilement d'un social au rabais, c'est-à-dire au moindre coût financier.

Qui se préoccupe alors des difficultés de la population, des jeunes et des familles guadeloupéennes en grande détresse ?

En tout état de cause, l'UGTG, la CGTG et les salariés de Basse-Terre dénoncent et refusent cette fermeture/alibi, entachée du sceau des repréailles et, qui ne sont que les velléités malsaines et revancharde de l'individu en mal de pouvoir. Par conséquence :

İ nous appelons l'ensemble du personnel de l'APISEG à se mettre debout pour empêcher cette ignominie !

İ nous appelons l'ensemble du secteur à se mobiliser pour des actions de solidarité afin de déjouer les plans des dirigeants de l'APISEG.

IBENE, TAILLEFER, MONTANTIN, Travayè péké péyé pou bétiz a zot

PàP le 27/12/07